

Psychiatrie

Mieux veiller à la santé psychique des mineurs

Des compétences spécifiques et une coordination accrue sont nécessaires pour mieux prendre en charge les problèmes psychiques des migrants mineurs. – Interview par Marie-Claire Chamot

La Société suisse de psychiatrie et psychothérapie de l'enfant et de l'adolescent (SSPPEA) a lancé un appel en novembre 2016 pour attirer l'attention des politiques sur la situation psychiques des réfugiés mineurs.* Y a-t-il aujourd'hui un consensus sur la nécessité de leur offrir des soins adaptés?

Sur le principe, tout le monde est d'accord. Le problème, ce sont les moyens qui peuvent être mis à disposition. Notre idée, quand nous avons publié cette prise de position, c'était de poser des principes de base et des exigences qui servent de références pour tous ceux qui doivent décider d'allouer des moyens et pour les centres qui sont appelés à prendre en charge des mineurs non accompagnés.

Vous soulignez notamment la nécessité de sensibiliser les centres d'accueil, de procédures et d'hébergement. Pour quelle raison?

Il s'agit de définir les signes auxquels il faut être attentif parce qu'ils peuvent révéler un problème qui doit être adressé à des spécialistes. Il s'agit donc de renforcer les compétences du personnel dans les centres d'accueil. Certains problèmes sont évidents mais certaines situations sont moins faciles à repérer, particulièrement chez des jeunes qui restent en retrait, ne présentent pas de comportement alarmant ou seulement des symptômes somatiques. Pour y parvenir, il est nécessaire de développer la collaboration avec d'autres professionnels.

Des initiatives ont-elles été prises par les cantons pour instaurer des dispositifs pédopsychiatriques?

Il y a beaucoup d'initiatives en ce sens, à des

rythmes et selon des modalités différents selon les cantons. Dans le canton de Neuchâtel, par exemple, nous sommes en train de mettre sur pied une consultation spécialisée. Tous les services pédopsychiatriques accueillent bien sûr des migrants mineurs, mais cela demande des compétences spécifiques, qui ne s'improvisent pas, et la collaboration de plusieurs spécialistes. Nous nous mettons au travail dans des conditions qui ne sont pas évidentes: une telle collaboration demande de bien se connaître, nécessite une grande organisation et des traducteurs. Et le financement est une préoccupation constante.

Les services d'interprétariat sont-ils essentiels?

La Commission nationale d'éthique a pris position en février dernier sur l'importance de l'interprétariat pour tous les patients, pas particulièrement pour les réfugiés. C'est un droit fondamental du patient de pouvoir être informé et de donner un consentement éclairé. Il est donc essentiel de mettre en place des dispositifs professionnels avec des traducteurs bien formés. Le projet national de financement de l'interprétariat est toujours en phase de décollage et pour l'instant chaque canton a ses propres règles. Cette dispersion est synonyme de développement aléatoire et fragile. Plus c'est compliqué, plus on risque de renoncer. C'est une question d'organisation et de financement, qu'il faudra résoudre ces prochaines années.

Quel bilan tirez-vous après un an?

Nous sommes en train de construire de vraies solutions coordonnées entre les cantons, pour éviter les disparités, et nous constatons de vrais progrès en ce qui con-



Dr. Hélène Beutler, co-présidente de la Société suisse de psychiatrie et psychothérapie de l'enfant et de l'adolescent (SSPPEA), cheffe du Département de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, Centre neuchâtelois de psychiatrie (CNP), Neuchâtel; helene.beutler@cnp.ch

Anstrengungen koordinieren

Vor einem Jahr hat die Schweizerische Gesellschaft für Kinder- und Jugendpsychiatrie und -Psychotherapie (SGKJPP) einen Appell lanciert, um die Politik auf die psychische Situation von minderjährigen Flüchtlingen, speziell von unbegleiteten, aufmerksam zu machen. Es wurden Prinzipien erläutert und Basisforderungen gestellt, welche den Empfangszentren und den finanziellen Entscheidungsträgern als Referenz dienen können. Die Betreuung von minderjährigen Migranten erfordert spezifische Kompetenzen und die Kooperation von Spezialisten, was einen grossen Organisationsaufwand darstellt. Die Kantone ergreifen viele unterschiedliche positive Initiativen. Um diese Anstrengungen zu konsolidieren, ist es nun wichtig, koordinierte Lösungen zu erarbeiten. Die Co-Präsidentin der SGKJPP, Dr. Hélène Beutler, stellt Fortschritte fest, die bezüglich der Gesundheit von Migranten bereits erzielt wurden. Dies, auch wenn es schwierig sei, in einem provisorischen Kontext, der von Unsicherheit und finanziellen Sorgen geprägt ist, die Flüchtlinge entsprechend ihrer Bedürfnisse zu empfangen. ■

cerne la santé des migrants. Il est difficile de construire de bonnes conditions d'accueil dans un contexte d'insécurité et de provisoire. Cependant, même pour une période restreinte, les migrants, mineurs ou non, doivent être accueillis et leurs droits fondamentaux respectés. ■

* «Soigner les traumatismes psychiques, surtout chez les réfugiés mineurs», disponible à l'adresse www.sgkjpp.ch